

Politiques Nationales de Jeunesse

Un document de travail représentant le point de vue
des organisations de jeunesse "d'éducation non formelle"

Pour une jeunesse autonome,
solidaire, responsable et engagée

Produit par les Dirigeants de:

- L'Alliance Universelle des Unions Chrésiennes de Jeunes Gens
- L'Alliance Mondiale des Unions Chrésiennes Fémminines
- L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout
- L'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses
- La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- L'International Award Association

en complément à "L'Education des Jeunes: Une déclaration à l'aube du 21e siècle"



Index

page 3	1. INTRODUCTION 1.1. Avant-propos 1.2. Le type de jeunes dont le monde a besoin 1.3. Le but de ce document
page 4	2. LES CHANGEMENTS SOCIAUX ET LEUR INFLUENCE SUR LES JEUNES 2.1. Contexte 2.2. Besoins et défis des jeunes d'aujourd'hui 2.3. Grandir dans des conditions d'incertitude croissante 2.4. Dénouement total et société de consommation 2.5. Les études: un droit et une garantie d'emploi? 2.6. Le rôle des femmes
page 6	3. UN DEFICIT EDUCATIF A TRAVERS LE MONDE 3.1. Contexte 3.2. L'éducation formelle 3.3. L'éducation informelle 3.3.1. La famille 3.3.2. Les activités de loisir 3.3.3. L'influence des copains 3.4. Le besoin d'éducation non formelle
page 8	4. LES POLITIQUES NATIONALES DE JEUNESSE 4.1. Conception d'une politique nationale de jeunesse 4.1.1. Recommandations 4.1.2. Une politique à long terme 4.1.3. Une politique fondée sur le consensus 4.1.4. Une politique intégrée et trans-sectorielle 4.1.5. Découlant des besoins des jeunes 4.2. Contenu d'une politique nationale de jeunesse 4.2.1. Quelques suggestions 4.2.2. En harmonie avec les schémas culturels de chaque société 4.2.3. Attention envers les plus démunis 4.2.4. Renforcer <i>toutes</i> les formes d'éducation 4.2.5. Soutien à l'engagement adulte
page 12	5. CONCLUSION

INTRODUCTION

1.1. Avant-propos

Ce document a été produit par les Dirigeants des plus grands mouvements de jeunesse du monde, qui sont également les auteurs de “*L’Education des Jeunes: Une déclaration à l’aube du 21e siècle*”. Il contient leurs recommandations sur les *politiques nationales de jeunesse*, sans lesquelles l’éducation en général (et l’éducation non formelle en particulier) ne pourrait trouver, à long terme, la place qui lui revient dans une perspective mondiale cohérente.

Il est nécessaire que chaque nation adopte une *politique nationale de jeunesse à long terme*, qui soit fondée sur un consensus de toutes les forces sociales et politiques du pays, visant à créer dès maintenant et pour la prochaine génération, une jeunesse qui soit *autonome, solidaire, responsable et engagée*. Une telle politique doit être intégrée: elle s’adresse à *toutes* les ONG de jeunesse dans le pays et à *tous* les ministères de n’importe quel gouvernement.

Les mouvements de jeunesse d’éducation non formelle ont le devoir de contribuer à l’élaboration et à la mise en œuvre de telles *politiques nationales de jeunesse*.

Des conclusions similaires ont été atteintes lors de réunions aussi importantes que le “Forum Mondial de la Jeunesse du système des Nations Unies” (Braga, Portugal, août 1998), la “Conférence Mondiale des Ministres Responsables de la Jeunesse” (Lisbonne, août 1998), ainsi que dans des documents produits par l’Unesco et le Forum de la Jeunesse du Commonwealth. Il y a une prise de conscience croissante, au niveau mondial, de l’urgence qu’il y a pour les gouvernements de concevoir, d’adopter et de mettre en œuvre - de concert avec la société civile et les mouvements de jeunesse - de telles politiques à long terme visant à influencer, à travers la jeunesse, l’avenir de leur nation et, en fait, de notre planète.

En tant que dirigeants d’organisations de jeunesse d’éducation non formelle, nous avons repris, dans ce *document de travail*, ces différentes idées et les avons intégrées à nos réflexions actuelles, pour faire en sorte que cette prise de conscience devienne une réalité plus concrète aux niveaux national, régional et mondial.

Ceci n’est en aucune façon le mot de la fin; mais nous espérons que ce document favorisera la réflexion et déclenchera des initiatives en faveur de la jeunesse, de l’éducation et de politiques à long terme sur la jeunesse et l’éducation. *En attendant, tout commentaire sur ce texte est le bienvenu, qu’il provienne de nos mouvements ou d’ailleurs.*

1.2. Le type de jeunes dont le monde a besoin

Toute politique nationale de jeunesse à long terme doit comprendre une vision claire, basée sur le consensus, du type d’hommes et de femmes dont le monde de demain a besoin. On peut avoir des divergences d’opinion sur le type de société que l’on souhaite bâtir, mais nous devrions tomber d’accord sur les qualités des individus qui la composent. Il faudrait renforcer ce type de qualités personnelles dans le cadre d’une éducation intégrale, couvrant à la fois l’école, la famille et la société civile.

Dans notre *Déclaration sur l’Education des Jeunes*, nous définissons le type de jeunes et de citoyens de demain dont nous avons tous besoin comme étant:

- **autonomes**
capables de faire des choix et de gérer leur vie sur le plan personnel et sur le plan social,
- **solidaires**
capables de se soucier d’autrui, d’agir avec les autres et pour eux, de partager leurs préoccupations,
- **responsables**
capables d’assumer leurs propres actes, de tenir leurs engagements et d’achever ce qu’ils entreprennent,
- **engagés**
capables de s’affirmer par rapport à des valeurs, une cause ou un idéal et d’agir en conséquence.

1.3. Le but de ce document

Si nous voulons pour nos communautés des jeunes qui soient autonomes et solidaires, responsables et engagés, il faut que chaque gouvernement ainsi que la société civile de chaque pays travaillent *ensemble* à l'établissement d'une politique nationale de jeunesse à long terme, qui soit cohérente, efficace, utile et mobilisatrice. Notre objectif est de sensibiliser tous les décideurs dans le domaine de la jeunesse à l'importance qu'il y a de concevoir et de réaliser une telle politique et, d'autre part, de proposer des lignes directrices concernant la méthodologie et le contenu d'une politique nationale de jeunesse. C'est un document qui *se tourne résolument vers l'action*, visant à mobiliser toutes les forces concernées par la jeunesse, pour travailler ensemble et exercer une influence stratégique, à long terme, sur son avenir.

LES CHANGEMENTS SOCIAUX ET LEUR INFLUENCE SUR LES JEUNES

2.1. Contexte

Dans notre *Déclaration sur l'éducation des jeunes* nous avons identifié quatre facteurs mondiaux influençant tout le monde, tous âges confondus.

En résumé, il s'agit de:

- l'accroissement et l'accélération des flux migratoires,
- l'évolution de la structure familiale et le déclin de l'influence de la vie de famille sur la société,
- le développement, à l'échelle planétaire, de styles de vie correspondant rarement aux réalités locales,
- l'assurance toujours plus réduite qu'un jeune pourra assumer une vie adulte responsable et à part entière.

La base de ces tendances comprend l'accélération du rythme des changements, la mondialisation de l'économie et la fragmentation sociale, ainsi que la révolution dans la communication et les technologies.

Le *Forum mondial des Jeunes des Nations Unies*, à Braga, estime que "les jeunes sont confrontés aux défis de l'injustice et de l'exclusion" et que "le fossé s'agrandit entre riches et pauvres". Ils "souffrent de la xénophobie, du racisme et de l'homophobie, et sont exclus de la vie démocratique".

Quant à elle, la "Conférence mondiale des Ministres Responsables de la Jeunesse" de Lisbonne, a souligné le lien entre le chômage, la pauvreté, et la marginalisation de bons nombres de jeunes affectés par "l'abus des drogues et autres substances, la violence, notamment la violence fondée sur le sexe, les sévices sexuels et l'exploitation sexuelle ou qui sont abandonnés, ou qui sont touchés par ces problèmes; des jeunes qui participent à des conflits armés; des jeunes réfugiés ou migrants; des jeunes appartenant à des groupes déplacés et des orphelins; des jeunes handicapés; des adolescentes enceintes et d'autres jeunes défavorisés ou marginalisés".

2.2. Besoins et défis des jeunes d'aujourd'hui

Dans notre document "*L'Éducation des Jeunes*" nous avons tenté de définir les besoins des jeunes d'aujourd'hui et les défis auxquels ils sont confrontés. En quelques mots, ces besoins sont les suivants:

- *Trouver une assise personnelle, fondée sur des valeurs, la conscience de soi et la confiance en soi.*
- *Faire face aux changements, ce qui exige souplesse, adaptabilité et mobilité.*
- *Maîtriser le progrès technique par l'accès au savoir et au savoir-faire.*
- *Lutter contre l'isolement en acquérant un sentiment d'appartenance et d'identité et en se faisant accepter et apprécier.*
- *Se rendre utiles en contribuant à l'épanouissement de la communauté dans laquelle ils vivent et de la société en général.*
- *Découvrir la valeur de la coopération et du travail d'équipe.*

Certes, les besoins spécifiques des jeunes varient selon la culture et même l'individu, en fonction des circonstances particulières. Mais, dans tous les cas, les jeunes doivent pouvoir s'épanouir, tester leurs aptitudes et découvrir le monde qui les entoure. Ils doivent acquérir le savoir et les compétences nécessaires pour comprendre le monde du réel. Ils ont besoin de jouer un rôle actif et responsable dans la vie sociale et d'obtenir ainsi une reconnaissance et une insertion sociales.

Ces différentes dimensions sont intimement liées et ne peuvent se concevoir indépendamment l'une de l'autre. Elles se rapportent à différents éléments fondamentaux de la personnalité et de la société. Elles tendent à établir le besoin d'une approche *intégrée* des problèmes des jeunes au niveau national.

2.3. Grandir dans des conditions d'incertitude croissante

En considérant les jeunes dans leur contexte social actuel, il semble évident que leur développement personnel se déroule dans des conditions d'incertitude croissante.

En voici quelques exemples:

- Dans certains pays, de nombreuses personnes tentent de passer de la vie rurale, basée sur l'agriculture, à la vie industrielle, dans les villes, alors que d'autres encore se situent à mi-chemin entre la société industrielle et ce que l'on nomme, à défaut d'un meilleur terme, la société "postindustrielle".
- Sous l'influence combinée de différents facteurs, et notamment les mass media mondiaux, de nombreuses sociétés vivent une période de transition entre un type de culture "monolithique" ou "homogène" et une culture "plurielle". Toutefois, dans une société plurielle, les valeurs proviennent de différentes sources qui peuvent parfois être conflictuelles : la famille, l'école et les lieux de prière, les partis politiques, les organisations de toutes sortes, les media, les bandes de copains. Par conséquent, les valeurs offertes aux jeunes peuvent être convergentes ou similaires; mais aussi contradictoires.
- Dans beaucoup de sociétés, les enfants, de plus en plus jeunes (surtout les garçons dans certaines cultures) sont mis sous pression croissante pour bien réussir à l'école, obtenir un "bon" diplôme et trouver un emploi. Les filles, quant à elles, sont trop souvent traitées comme des individus de seconde classe. Garçons et filles doivent en même temps faire face à leurs relations personnelles, la sexualité, l'argent, l'usage du tabac, l'alcool, et la drogue.

Il est donc compréhensible que les jeunes se sentent insécurisés par rapport à leur identité et à leur rôle dans la société. Ceci constitue une tendance générale affectant tous les jeunes, où qu'ils soient, à des degrés divers. Il n'est pas non plus surprenant, dans de telles conditions et sous l'influence de ces éléments, que les jeunes dans plusieurs parties du monde conçoivent aujourd'hui l'avenir avec une appréhension et une peur croissantes, plutôt qu'avec confiance et espoir.

2.4. Dénuement total et société de consommation

Le phénomène le plus marquant de notre époque est sans aucun doute, malgré la création sans précédent de richesses durant les vingt dernières années, le fait que le nombre de personnes vivant dans un état de dénuement total ne cesse d'augmenter. Environ 1,3 milliard de personnes vivent actuellement dans une pauvreté extrême. Au sein de toutes les communautés et de tous les pays, il y a un accroissement des disparités et des inégalités. Ce fossé menace la cohésion sociale et engendre la mortalité infantile, la violence et le stress psychosocial.

En conséquence, alors que les jeunes de nombreux pays industrialisés baignent dans une atmosphère de consommation effrénée qui affecte tous les aspects de la vie sociale, 75% de la population mondiale est confrontée chaque jour à des problèmes économiques graves, et se représente la société riche comme un espoir ou un exemple, ce qui peut être une illusion.

2.5. Les études: un droit et une garantie d'emploi?

Alors que l'enseignement obligatoire est pratique courante dans la plupart des pays, un grand pourcentage d'enfants et de jeunes, surtout de filles des pays les moins développés, ne va toujours pas à l'école, ou la quitte au bout de deux ou trois ans, soit pour se marier ou pour aider leurs parents à cultiver la terre, soit pour chercher du travail à la ville.

Cependant, même lorsque l'accès à l'enseignement scolaire est garanti et obligatoire, les systèmes scolaires sont, par nature, rigides et s'adaptent rarement aux besoins des individus.

De plus, alors qu'habituellement on considère qu'une bonne éducation scolaire est la garantie d'un bon emploi, dans de plus en plus de pays des jeunes très qualifiés, avec plusieurs diplômes, ne trouvent pas de place sur le marché du travail, vu le manque de possibilités dans la société d'aujourd'hui.

2.6. Le rôle des femmes

Alors que, dans certaines sociétés, de plus en plus de femmes ont accédé à des fonctions de responsabilité durant ces vingt dernières années, il n'en demeure pas moins qu'il y a toujours des pays où les possibilités pour les filles d'aller à l'école ou d'aller au-delà des études primaires sont bien moindres que pour les garçons, et où des restrictions importantes sont imposées aux femmes sur le plan social ainsi que dans leur accession à des postes à responsabilité.

Une attention particulière doit être apportée au rôle de la femme, qui doit être considéré à chaque stade du développement et de la réalisation de la politique, comme un point important à résoudre.

UN DEFICIT EDUCATIF A TRAVERS LE MONDE

3.1. Contexte

Dans notre *Déclaration sur l'Education des Jeunes*, nous décrivions "l'éducation comme le processus de toute une vie, permettant le développement du potentiel d'un individu sur le plan personnel et sur le plan social".

Selon cette large définition, l'éducation d'une vie entière - telle que définie par l'Unesco - se fonde sur quatre éléments : apprendre à savoir, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être. Nombre d'agents éducatifs contribuent au développement personnel et social de l'individu. La définition de l'Unesco, généralement admise, en fait ressortir trois types distincts:

- **L'éducation formelle**, c'est-à-dire le système éducatif hiérarchisé, chronologique, qui va de l'école primaire jusqu'aux institutions universitaires.
- **L'éducation informelle**, c'est-à-dire le processus par lequel chacun acquiert les attitudes, les valeurs, les compétences et les savoirs, à partir de l'expérience quotidienne, influencé par la famille, les amis, les copains, les médias et les autres facteurs qui façonnent l'environnement social.
- **L'éducation non formelle**, c'est-à-dire une activité éducative organisée en dehors du système formel, qui est destinée à une clientèle bien définie et orientée vers des objectifs éducatifs précis.

Chacun de ces trois types d'éducation joue un rôle spécifique qui complète les deux autres et tous sont nécessaires pour produire le résultat escompté. Dans les grandes lignes:

- L'acquisition des savoirs et compétences professionnelles se fait généralement dans le cadre de *l'éducation formelle*.
- Un certain nombre de compétences, tant personnelles que sociales, sont acquises à travers *l'éducation informelle*.
- Les compétences sociales et les attitudes fondées sur un système de valeurs structuré sont rendues possibles par *l'éducation non formelle*.

3.2. L'éducation formelle

Un des problèmes principaux auxquels se heurte l'éducation aujourd'hui est la tendance à consacrer davantage de temps, de ressources et de responsabilités au secteur de l'éducation formelle, *académique*. En soi, ceci est positif; mais trop de systèmes scolaires donnent la priorité au transfert de connaissances plutôt qu'à la structuration de la personnalité et à l'acquisition de valeurs. Trop peu d'investissements sont consentis en faveur de l'éducation informelle et non formelle, et, proportionnellement ceux-ci se concentrent essentiellement sur l'éducation formelle.

3.3. L'éducation informelle

En ce qui concerne l'éducation informelle - donnée par la famille et d'autres environnements non structurés - nous notons également un sérieux déficit éducatif:

3.3.1. La famille

La "Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes de jeunesse" souligne le fait que "la famille est la cellule de base de la société et qu'en tant que telle devrait être renforcée" et "qu'elle doit recevoir une protection et un soutien étendus". Toutefois, pour de nombreuses raisons à la fois économiques et culturelles, les familles ont souvent tendance à donner - voire à imposer - plus d'indépendance à leurs enfants, et plus tôt, sans pour autant leur apprendre l'*autonomie* qui leur permettrait de gérer cette indépendance.

3.3.2. Les activités de loisir

En ce qui concerne les loisirs, le dénominateur commun à travers le monde entier est la "société de consommation" (même dans les pays les plus pauvres) qui tend à apprendre aux enfants le *prix* des choses plutôt que de leur transmettre les *valeurs* dans la vie.

3.3.3. L'influence des copains

Certains déficits éducatifs peuvent être perçus par rapport à l'éducation informelle donnée par la famille et la bande de copains. Les copains ont souvent le plus d'influence sur les décisions et le comportement d'un jeune. Lorsque l'on considère que les jeunes sont plus facilement marginalisés et constituent les victimes les plus fréquentes de la pauvreté, on comprend alors qu'ils se retrouvent dans des groupes qui exercent une influence plus souvent négative que positive. Par conséquent, l'importance de la bande de copains constitue un élément clé pour le succès d'une politique nationale de jeunesse.

3.4. Le besoin d'éducation non formelle

En résumé, nous constatons donc un *triple déficit éducatif* dans le monde:

- dans l'éducation *formelle*, où beaucoup d'écoles tendent à enseigner davantage et à éduquer de moins en moins,
- dans l'éducation *informelle*
 - où beaucoup de familles tendent à donner aux enfants l'indépendance plutôt qu'à leur apprendre à être autonomes,
 - et où la société de consommation les informe du prix de toute chose et de la valeur d'aucune.

D'où l'importance capitale de l'éducation non-formelle, conçue en complément de l'éducation formelle et informelle et comme outil et système spécifiques d'éducation, pour enseigner l'*autonomie* et renforcer les *systèmes de valeurs*. De manière générale, l'éducation non-formelle n'est pas suffisamment reconnue et ne reçoit pas assez d'aide parmi le nombre croissant de demandes et les ressources limitées.

D'où également l'importance d'une approche intégrée d'un concept plus large d'éducation à travers des politiques nationales de jeunesse cohérentes et globales.

Tel qu'il est indiqué dans l'excellent document de l'Unesco pour la Conférence des ministres de la jeunesse de Lisbonne sur "*Jeunesse, Education et Action vers un nouveau siècle et au-delà*" : "Il ne suffit pas de mettre en lien l'éducation et la scolarisation ou l'éducation formelle toute seule... pour que des changements réels se déroulent, l'éducation formelle, informelle et non formelle sont les outils les plus efficaces dont notre société dispose pour relever les défis et rechercher des solutions nouvelles pour concevoir une stratégie de la jeunesse et de l'éducation durant le prochain siècle. La société et les jeunes peuvent tous deux tirer profit des modes d'instruction et d'apprentissages non formels et informels".

POLITIQUES NATIONALES DE JEUNESSE

Pour relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes et créer un environnement adéquat pour le développement des jeunes adultes de demain, chaque pays doit disposer d'une politique nationale de jeunesse dynamique et pertinente. A ce jour, un certain nombre de pays disposent d'une telle politique, mais certainement pas tous. Et même dans les pays qui disposent d'une politique nationale de jeunesse, elle n'est pas toujours mise en œuvre comme elle le mérite, et les gouvernements eux-mêmes le reconnaissent.

Quel rôle une politique nationale de jeunesse devrait-elle jouer? Quel devrait être son contenu et comment la concevoir? Voici quelques suggestions à cet effet :

4.1. Conception d'une politique nationale de jeunesse

4.1.1. Recommandations

Une politique nationale de jeunesse doit créer l'environnement qui permette aux jeunes de devenir les adultes dont la société a besoin, pour leur bien-être à venir. Elle doit donc avoir un *rôle de coordination transversale* et donner une orientation à *toutes* les politiques qui affectent les jeunes et leur développement en tant que citoyens, de manière directe ou indirecte.

Nous recommandons par conséquent qu'une politique nationale de jeunesse:

- soit une politique d'état et non purement d'un gouvernement;
- reflète une approche intégrée, trans-sectorielle et cohérente, qui soit interdisciplinaire, interministérielle et pluri-départementale;
- soit le fruit d'un consensus national entre différents partis, basé sur une consultation large, incluant particulièrement la jeunesse;
- soit conçue comme un instrument stratégique à long terme et non sur la base d'expédients politiques à court terme.

De façon plus détaillée...

4.1.2. Une politique à long terme

Aujourd'hui, quelques pays ont développé des politiques nationales de jeunesse. Certaines peuvent même être considérées comme des politiques à *long terme*, visant clairement la prochaine génération, visant l'époque où les adultes qui ont conçu ces politiques ne seront plus au pouvoir.

Dans chaque pays, la création d'une politique *d'état*, à long terme, doit être encouragée plutôt qu'une politique *gouvernementale* à court terme. C'est la seule manière de concevoir une telle politique comme un outil pour une société plus équitable et en paix, car, comme le rappelle le Plan d'Action de la Jeunesse de Braga, "la justice entre les générations actuelles et futures forme la base d'un développement soutenu". Cela nécessite une vision à long terme, dans le cadre de laquelle une politique nationale de jeunesse définit le type de jeunes que jeunes et adultes souhaitent voir pour leurs pays, lorsque les jeunes d'aujourd'hui deviendront adultes. Une telle politique doit également définir de quelle manière "produire" ces jeunes. La méthodologie et sa réalisation doivent aussi être envisagées dans le long terme.

4.1.3. Une politique fondée sur le consensus

Pour que cela se passe, pour que cette vision de l'avenir ait une chance de devenir une réalité, une politique nationale de jeunesse doit être l'aboutissement d'un consensus national large, et non simplement le produit d'un seul parti majoritaire. Ce consensus ne doit pas seulement se baser sur les idées de tous les partis, ou de la plupart d'entre eux, mais également sur celles des ONG concernées, surtout celles représentant les jeunes, et sur celles des jeunes eux-mêmes.

Seul un consensus national sur le futur de la jeunesse du pays peut garantir que la politique pour cette jeunesse soit réellement à long terme et durera davantage que les inévitables changements politiques inhérents à tout système, surtout démocratique. Les politiques de jeunesse qui changent au gré des changements de gouvernements (ou même de ministres) sont monnaie courante et en sont affaiblies.

Le consensus de toutes les forces politiques et de tous les acteurs du secteur jeunesse est la meilleure garantie de durabilité, car cela crée un sentiment de responsabilité et d'identification à travers toutes les couches de la société sur l'avenir de sa jeunesse.

C'est la raison pour laquelle le Plan d'Action de la Jeunesse de Braga recommande que de telles politiques "soient formulées à travers une procédure de consultation entre le gouvernement et les plates-formes des ONG de jeunesse ainsi que les autres acteurs principaux sur la base d'un partenariat".

4.1.4. Une politique intégrée et trans-sectorielle

Le Plan d'Action de la Jeunesse de Braga recommande à juste titre "des politiques de jeunesse de l'état... qui soient *trans-sectorielles*, *globales* et articulées selon une vision à long terme".

Cela signifie qu'une politique nationale de jeunesse à long terme doit impliquer non seulement la plupart des acteurs de la société civile, mais plus précisément les secteurs traditionnels "Jeunesse et Sports" ou "Jeunesse et Enseignement" ou "Jeunesse et Culture" mais également la Présidence, le Bureau du Premier Ministre et la majorité des ministères tels que le travail, la santé, la famille, l'économie et les finances, les affaires sociales, les travaux publics, l'agriculture, la justice, l'industrie et l'énergie, le commerce, le tourisme, l'environnement et les affaires étrangères... pour ne citer que la majorité des ministères qui devraient être impliqués dans la conception et la mise en œuvre de leur part d'une politique de jeunesse intégrée et véritablement trans-sectorielle.

Certains gouvernements aujourd'hui ont déjà développé une telle approche, mais la majorité commence seulement à y travailler.

De ce point de vue, il est bon de noter que tous des documents des Nations Unies sur les questions de jeunesse citent des domaines tels que la paix, l'éducation, l'emploi, la santé, la toxicomanie et que le document très complet intitulé "Commonwealth Plan of Action for Youth Empowerment to the Year 2005" a couvert tous ces domaines d'une manière très active et trans-sectorielle, tout comme la "Stratégie d'action de l'Unesco avec et pour la jeunesse".

De la même manière, à Bamako, en février 1999, la Conférence des Ministres de la Jeunesse de la Francophonie (CONFEJES), notant que bon nombre de leurs pays membres ne disposaient pas de politiques nationales de jeunesse "valables", a recommandé non seulement que de telles politiques soient établies, mais que ceci devrait être fait dans une "perspective durable", au bout d'un "processus important de consultation" entre chaque gouvernement et la plate-forme nationale de la jeunesse, et que ces politiques soient "intersectorielles et complètes".

Mais une politique nationale de jeunesse doit également être un outil pratique et utilisable, avec des buts clairement exprimés et des résultats escomptés mesurables. L'expression de ces buts devrait offrir une perception concrète de ce qui peut être atteint. Il est également préférable que ces buts évoquent une notion de temps et l'engagement d'y allouer des moyens. Identifier les buts renforce l'action tout en établissant la base pour tenir le gouvernement et les autres pour responsables. Sans buts clairement définis et sans indications sur la façon de les atteindre, une politique de jeunesse risque de rester des promesses en l'air.

4.1.5. Découlant des besoins des jeunes

Une politique nationale de jeunesse doit émerger d'un désir sincère de répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes. Et pour assurer qu'il en soit ainsi, elle devrait être conçue *avec* les jeunes et pas uniquement *pour* les jeunes. Pour être valable et crédible, une politique de jeunesse doit s'appuyer sur les forces créatives de la jeunesse: donnez une responsabilité à un jeune et il se montrera à la hauteur de la tâche!

Une politique de jeunesse doit être comprise et soutenue par tous les jeunes, y compris ceux qui ne font pas partie d'organisations de jeunesse. La politique devrait exprimer la façon dont les jeunes peuvent contribuer au développement de leur société et en bénéficier; un effort spécial doit être fait pour impliquer les jeunes qui ne sont pas directement accessibles à travers les plates-formes politiques et conventionnelles. De plus, il faut trouver la manière de familiariser les jeunes aux politiques de jeunesse en utilisant des media qui sont plus en harmonie avec les jeunes.

Une politique de jeunesse doit garder à l'esprit que les jeunes ne sont pas seulement l'avenir mais également le présent. Le Plan d'action de la Jeunesse de Braga souligne, entre autres, que les "jeunes sont reconnus non seulement comme les leaders de demain, mais aussi comme les acteurs de la société d'aujourd'hui, avec un défi direct tant comme créateurs que comme bénéficiaires du processus de développement et que les jeunes devraient participer aux prises de décision à tous les niveaux".

Quant à la "Déclaration de Lisbonne", elle *engage* les Ministres de la Jeunesse à:

- Assurer et encourager la participation active des jeunes dans toutes les sphères sociales et dans les processus décisionnels aux niveaux national, régional et international;
- Revoir la situation de la jeunesse ainsi que ses besoins et y introduire l'évaluation des priorités faite par les jeunes, à travers leur participation à un processus consultatif, et assurer que les jeunes femmes et les jeunes gens contribuent activement à la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, programmes et plans d'action nationaux et locaux de jeunesse;
- Développer les capacités en donnant le pouvoir à des coalitions et des réseaux formels et informels de jeunes.

4.2. Contenu d'une politique nationale de jeunesse

4.2.1. Quelques suggestions

Pour le bénéfice des agences nationales et internationales de tout type qui sont impliquées dans le travail de développement des jeunes, il y a un avantage à utiliser une méthode commune sur la manière d'établir le contenu des politiques nationales de jeunesse. Nous faisons ci-après quelques suggestions :

- Renforcer des partenariats responsables avec tous les acteurs, surtout les réseaux de jeunes, les institutions et organisations non gouvernementales de jeunesse. D'autres organisations non gouvernementales travaillant avec des jeunes femmes, particulièrement des fillettes, des jeunes gens, leurs familles, les gouvernements, les agences internationales, les institutions éducatives, la société civile, le secteur privé et les médias devraient aussi être impliquées, afin de créer des synergies pour mieux répondre aux problèmes et au potentiel des jeunes, tant au niveau national que local;
- Faciliter l'accès des jeunes aux instances législatives, à travers leurs représentants, afin de les engager plus directement dans la formulation, l'exécution, le suivi, le contrôle et l'évaluation d'activités et programmes de jeunesse et d'assurer leur participation au développement;
- Donner la priorité à l'établissement de canaux de communication avec les jeunes afin de leur donner la parole, aux niveaux national, régional et international, et de leur donner l'information nécessaire pour leur permettre de participer efficacement et de devenir des leaders.

4.2.2. En harmonie avec les schémas culturels de chaque société

Une politique nationale de jeunesse doit correspondre aux schémas culturels de chaque société et demeurer en harmonie avec ceux-ci.

Pour sa part, la "Déclaration de Lisbonne" reconnaît "que la formulation et la mise en œuvre de stratégies, de politiques, de programmes et d'actions en faveur des jeunes femmes et des jeunes gens sont la responsabilité de chaque pays et doivent prendre en compte la diversité de leurs conditions économiques, sociales et environnementales, dans le respect total des différentes valeurs religieuses et éthiques, des cultures et des convictions philosophiques de la population, en conformité avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales".

4.2.3. Attention envers les plus démunis

Une politique nationale de jeunesse doit refléter une attention réelle envers les plus démunis, ce qui doit s'exprimer par des mesures concrètes, dans l'esprit d'un renforcement de la solidarité sociale. Selon les mots de la "Déclaration de Lisbonne", elle doit donner la priorité aux jeunes femmes et jeunes gens marginalisés, vulnérables et désavantagés, surtout ceux qui sont séparés de leur famille et de leurs enfants, vivant ou travaillant dans les rues. Ils ont besoin de

programmes et d'actions adaptés et suffisamment financés, pour leur donner, entre autres, les moyens et la motivation de jouer un rôle dans la société.

4.2.4. Renforcer toutes formes d'éducation

Comme nous l'avons vu, l'éducation ne se déroule pas seulement à l'école. L'éducation devrait être prise dans un concept plus large : formelle (à l'école), informelle (famille, loisirs, copains) et non formelle (mouvements de jeunesse). Une politique nationale de jeunesse doit renforcer toutes les formes d'éducation. En fait, si nous décrivons le 21^e siècle comme celui de la "matière grise", comme celui de l'intelligence, et s'il est normal pour les gouvernements de considérer l'école comme prioritaire, d'autres formes d'éducation, y compris et avant tout l'éducation non formelle, ne doivent pas être laissées pour compte.

De ce point de vue, nous sommes heureux de constater que la "Déclaration de Lisbonne" s'engage à "promouvoir l'éducation sous toutes ses formes, c'est-à-dire la formelle et la non formelle", même si la Déclaration dans son ensemble tend à trop se concentrer sur le système d'éducation formelle des écoles et ne donne pas assez d'importance à l'éducation informelle et non formelle, ni aux principaux agents de cette dernière que sont les organisations de jeunesse.

Notre document "L'Education des jeunes. Une déclaration à l'aube du 21^e siècle" souligne clairement les raisons pour lesquelles l'éducation non formelle doit être soutenue:

- parce que c'est dans ces organisations que l'éducation aux valeurs se réalise d'une manière plus efficace et plus durable;
- parce que l'appropriation des valeurs, surtout durant l'adolescence, se fait à travers la confrontation avec les copains;
- parce que le renforcement de la citoyenneté - pas seulement à travers des mots mais par des actions concrètes - fait partie du quotidien des organisations éducatives non scolaires où le développement personnel se déroule dans la perspective d'une responsabilisation sociale.

4.2.5. Un soutien à l'engagement adulte

Nous avons indiqué qu'une politique nationale de jeunesse devait se fonder sur le consensus, être intégrée et trans-sectorielle. Ceci implique que les organisations gouvernementales et non gouvernementales participeront au développement de la prochaine génération. Les deux dépendent et continueront à dépendre largement des adultes bénévoles.

La contribution d'adultes bénévoles constitue un ingrédient essentiel pour permettre à toute politique d'atteindre le nombre escompté de jeunes. Avoir du succès exige que les adultes puissent travailler volontairement et offrent leur soutien aux jeunes. Durant la majeure partie de ce siècle, cet engagement volontaire a été assuré – en fait il a presque été perçu comme allant de soi !

Des développements récents permettent toutefois de nous poser des questions. La croissance du nombre des litiges et de la recherche de blâmes a engendré, dans certains pays, une réduction de l'engagement bénévole des adultes. Les adultes, surtout les femmes qui ont traditionnellement consacré beaucoup de leur temps au bénévolat, sont de plus en plus occupés par leur travail et par des proches plus âgés. Toutes les politiques nationales de jeunesse à venir doivent inclure les besoins du secteur adulte bénévole ainsi que ceux des jeunes de cette nation.

CONCLUSION

Ceci est un appel à agir : si nous voulons que les jeunes d'aujourd'hui et de demain soient autonomes et solidaires, responsables et engagés, nous avons besoin d'une *action concertée* aux niveaux mondial, régional et national. Nous avons besoin de l'engagement et de la bonne volonté de tous ceux qui s'intéressent réellement à la jeunesse. Par dessus tout, nous avons besoin que chaque pays dispose d'une politique nationale de la jeunesse, basée sur le consensus de la communauté nationale, possédant une vision claire de ce que la génération suivante doit apporter à cette communauté et vice-versa.

Il s'agit d'un appel aux gouvernements qui disposent déjà d'une telle politique afin qu'ils la mettent en œuvre avec le soutien dynamique de la société civile; et d'un appel aux gouvernements qui n'ont pas encore une telle politique nationale de jeunesse afin qu'ils s'inspirent des recommandations contenues dans ce document et qu'ils conçoivent et réalisent une politique à long terme qui donnera à leur pays la jeunesse dont nous rêvons tous.



**Alliance Universelle des Unions
Chrétiennes de Jeunes Gens**

12 Clos-Belmont
CH-1208 Genève
Suisse

Tél: +41 22 849 5100
Fax: +41 22 849 5110
office@ymca.int



**Organisation Mondiale
du Mouvement Scout**

Case postale 241
CH-1211 Genève 4
Suisse

Tél: +41 22 705 1010
Fax: +41 22 705 1020
worldbureau@world.scout.org



**Fédération internationale des
Sociétés de la Croix-Rouge et du
Croissant-Rouge**

Case postale 372
CH-1211 Genève 19
Suisse

Tél: +41 22 730 4222
Fax: +41 22 733 0395
secretariat@ifrc.org



**Alliance mondiale des
Unions Chrétiennes Féminines**

16 Ancienne Route
CH-1218 Grand-Saconnex
Genève
Suisse

Tél: +41 22 929 6040
Fax: +41 22 929 6044
worldoffice@worldywca.org



**Association Mondiale des
Guides et des Eclaireuses**

Olave Centre
12c Lyndhurst Road
London NW3 5PQ
Royaume-Uni

Tél: +44 171 794 1181
Fax: +44 171 431 3764
waggggs@wagggsworld.org



**The International Award
Association**

Award House
7-11 St Matthew Street
London SW1P 2JT
Royaume-Uni

Tél: +44 171 222 4242
Fax: +44 171 222 4141
sect@intaward.org